MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

LA LETTRE MACROECONOMIQUE ET FINANCIERE DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ATHENES

N° 2 – 13 septembre 2023

Situation des banques en Europe du Sud-Est

Si les banques d'Europe du Sud-Est (Bulgarie, Chypre, Grèce, Roumanie) présentent certains points communs avec une consolidation en cours du secteur, la situation est différenciée en Grèce et Chypre d'un côté (système bancaire en convalescence qui se traduit notamment par des prêts non performants qui demeurent importants) et Bulgarie et Roumanie d'un autre (faible endettement, présence d'acteurs internationaux majeurs). Alors que les bonnes perspectives économiques actuelles permettent aux banques de renouer avec les profits et de renforcer leur solidité, les économies de ces pays demeurent sous-financées avec pourtant des besoins d'investissement majeurs.

1. Porté aujourd'hui par de meilleures performances financières, le système bancaire des pays d'Europe du Sud-Est a fait l'objet d'une profonde consolidation

Le secteur bancaire a fait l'objet d'une consolidation d'ampleur à la suite de la crise financière

- **Le système bancaire bulgare est en voie de consolidation, avec un rôle majeur joué par les banques étrangères (70% des actifs).** Ainsi, ce mouvement qui s'est accéléré au cours des dernières années[1] a conduit à ce que 5 banques sur 25 possèdent deux tiers des actifs bancaires[2] contre 56 % en 2017.
- **A Chypre, la concentration du secteur est manifeste** depuis la crise financière, avec le passage de 4 établissements systémiques en 2014, à 2 aujourd'hui : Bank of Cyprus et Hellenic Bank[3]. La crise bancaire chypriote s'est en effet traduite par la liquidation en 2013 de la *Cyprus Popular Bank*[4], 2ème établissement

[1] A titre d'illustration, United Bulgarian Bank a récemment acquis KBC Bank Bulgaria, les deux appartenant au groupe belge KBC. En 2022, KBC Group avais par ailleurs acquis Raiffeisen Bank Bulgaria. Eurobank a également acquis BNP Paribas Personal Finance S.A. - Bulgaria Branch.
[2] Les actifs bancaires représentent 94% du PIB bulgare
[3] La Cyprus Cooperative Bank, malgré diverses recapitalisations (dont 1,5 Md€ en 2014 via le PAE), a cessé son activité en 2018, scindant son portefeuille entre Hellenic Bank et la nouvelle Cyprus Asset Management Company (KEDIPES). Cette dernière, créée comme structure étatique de défaisance, a notamment récupéré la partie non-performante de ce portefeuille, soit près 7 Md € de NPLs. En outre, l'établissement RCB, ex-filiale de la banque russe VTB, a annoncé en 2022 l'abandon de ses activités bancaires et sa transformation en société de gestion d'actifs, après avoir vendu un portefeuille de 556 M€ de prêts productifs à Hellenic Bank.
[4] 98 établissements de crédits furent fusionnés en 13 nouvelles entités entre octobre 2013 et mars 2014.

bancaire de l'île. Imposée par le Programme d'Ajustement Economique (PEA)[5] de 2013, ses actifs furent par ailleurs transférés à *Bank of Cyprus*, établissement également renfloué au moyen d'une contribution des investisseurs ainsi que la conversion en fonds propres des dépôts non assurés.

- **En Grèce, les banques ont fait l'objet d'une profonde restructuration[6]** (4 banques grecques détenues en partie et indirectement par l'Etat représentent 97% de l'activité de crédit) via un double processus de concentration et de sortie du marché grecque des principaux acteurs étrangers. Une rationalisation des activités et une réduction des coûts ont été mises en œuvre, dans un contexte de digitalisation.
- **Le secteur bancaire roumain connait, de longue date, une dynamique de consolidation entre les différents acteurs du secteur**[7]. Alors qu'aucune opération n'avait été enregistrée depuis la crise sanitaire, le nombre d'établissements est passé de 34 à 32 fin 2022[8]. **Le secteur repose aujourd'hui principalement sur des acteurs étrangers[9].**

Le secteur bancaire affiche aujourd'hui de bonnes performances, porté par la conjoncture économique

- **En Bulgarie, le secteur a généré en 2022 un profit record** de 1,1 Md €. Il a bénéficié d'une rentabilité des capitaux propres (ROE) de 12,01 % et d'une rentabilité des actifs (ROA) de 1,34 % à la fin de l'année dernière. Fin mars 2023, le montant total des crédits au secteur privé s'est accru de 11,9 % en g.a.[10] à 42 Md € (46,5 % du PIB), alors qu'il n'était que de 27 Md € en 2017 (53 % du PIB).
- **A Chypre, les banques présentent aujourd'hui une situation favorable, marquée par des liquidités abondantes et le retour des profits.** Elles disposent aujourd'hui de ratios de liquidité (320 % en 2022) et de capitalisation (CET1 de 18,5 %) plus solides. En outre, leur profitabilité devrait également augmenter grâce aux politiques de rationalisation menées ces dernières années, permettant une réduction organique des coûts, et la remontée des taux d'intérêt. Celles-ci disposent enoutre de liquidités importantes dont une partie est placée – et donc, rémunérée - auprès de la BCE.

---

[5] L'accord politique trouvé par l'Eurogroupe le 25 mars 2013 prévoyait l'attribution à Chypre d'une enveloppe de soutien d'un montant maximum de 10 Md €, moyennant la restructuration du secteur bancaire, une politique de consolidation fiscale et la mise en œuvre de de réformes structurelles et de privatisations. Le PEA permit notamment de financer en partie la recapitalisation du secteur et imposa le renforcement des normes macro-prudentielles.

[6] Le secteur a été réduit de 35 banques en 2009 à seulement 15, dont 4 banques en partie contrôlées par l'Etat.

[7] Ce dernier a perdu 7 établissements en 10 ans et les 7 premiers acteurs détenaient, fin 2021, 78,2 % des actifs du marché, contre seulement 65,8 % en 2012.

[8] D'une part, Eximbank et Banca Romaneasca, deux entités publiques, ont finalisé leur fusion, donnant naissance à Exim Banca Romaneasca. Vista Bank a achevé la reprise des activités du Crédit Agricole. En mars 2023, BNP Paribas Personal Finance, spécialiste du crédit à la consommation et présent en Roumanie par l'intermédiaire de sa marque Cetelem, a annoncé son départ du marché.

[9] Si le leader, Banca Transilvania, est roumain, 26 des 32 établissements de crédits du pays, concentrant 68,2 % des actifs nets totaux, sont détenus majoritairement par des capitaux étrangers. Parmi eux, les plus importants sont la Banque Commerciale Roumaine (BCR), appartenant à l'autrichien Erste, et la BRD, propriété de la Société Générale. L'Etat roumain détient par ailleurs 11,5 % des actifs par l'intermédiaire de deux établissements

[10] Les crédits aux entreprises non financières se sont accrus de 7,9 % en g.a., ceux aux entreprises financières de 26,8 % en g.a. et ceux aux ménages de 14,6 % en g.a. (cf annexes).

- **En Grèce, la conjoncture économique[11] contribue aux bonnes performances des banques grecques en alimentant le cycle du crédit[12].** Ce rattrapage après une décennie perdue est soutenu par des fondamentaux solides. Les quatre banques grecques dites systémiques (97% des actifs bancaires) présentent des résultats positifs[13] (3,7 Md€ en 2022 de résultat après impôt) avec un coût du risque en reflux.
- **En Roumanie, le secteur bancaire renforce sa profitabilité et présente une rentabilité record.** Outre la hausse des taux d'intérêts qui accroit les marges d'intermédiation bancaire, les établissements profitent d'un portefeuille de crédit de grande qualité[14]. Cet environnement favorable permet aux banques de générer une rentabilité record[15]. En 2021, le secteur a par ailleurs généré un profit net historique de 1,7 Md €, avec 26 des 34 banques du pays qui ont réalisé des bénéfices.

2. Le secteur bancaire des pays d'Europe du Sud-Est est globalement solide avec toutefois des fragilités

La Bulgarie et la Roumanie disposent d'un système bancaire a priori solide, n'ayant pas connu de crises récentes.

- **Les indicateurs prudentiels du système bancaire bulgare sont solides**. Le ratio CET 1 s'est élevé à 19,98 % fin décembre 2022 et le ratio de capital de première catégorie (Tier 1 capital ratio) à 20,48 %. Le ratio d'adéquation du capital s'est établi à 20,88 % fin décembre 2022. Le secteur bénéficie également d'un bon niveau de liquidité[16] et les dépôts du secteur privé se sont considérablement accrus : de 13 % en g.a. à 60,8 Md € à la fin du 1er trimestre 2023 (67,3 % du PIB), contre 37 Md € (72,6 % du PIB) en 2017. L'exposition au risque de crédit diminue. Le ratio de prêts non-performants (NPL) s'est établi à 4,6 % fin décembre 2022 et à 4,05 % au T1 2023 (contre 10,2 % en 2017).
- **La solidité des banques roumaine n'a pas été substantiellement grevée par la dégradation de l'environnement des affaires ces derniers mois**, les dépôts des entreprises ayant progressé de 11,0 %, en g.a, en mars[17]. Quoique ayant diminué en 2022, passant de 250,9 % en janvier à 188,1 % en septembre, le ratio de liquidité (LCR) restait supérieur à la moyenne européenne (164,9 %), puis a rapidement rebondi pour atteindre 216,2 % en février. Malgré la détérioration relative des indicateurs prudentiels en 2022, le secteur

[11] Avec un taux de croissance de 5,9 % en 2022, supérieur à la moyenne européenne, et porté par une conjoncture favorable (en particulier dans les secteurs du tourisme et maritime), le cycle du crédit est redevenu haussier pour les ménages et les entreprises.
[12] Les flux nets de prêts aux entreprises ont cru de 6,8% en un an et les nouveaux prêts de 88,1% en 2022.
[13] La marge nette d'intérêt a cru de 5% en 2022. Les résultats sont tirés par une augmentation des frais et commissions (+12,5%) et une baisse des dépenses de fonctionnement (-11,6%)
[14] Le taux de prêts non-performants se maintenant à un niveau historiquement bas en février, à 2,66 %.
Au T1, la rentabilité des capitaux propres (ROE) du secteur s'établit à 21,3 % (+ 8,4 points en un an, plus haut niveau historique). A la même période, la rentabilité des actifs (ROA) a progressé à 1,9 %, atteignant également un niveau record.
[16] Le ratio de liquidité à court terme (Liquidity Coverage Ratio, LCR) est bien supérieur au niveau minimum requis de 100 % et s'est élevé à 235 % en 2022 et à 238 % au T1 2023, contre 347,6 % en 2017.
[17] Cela a conduit à une baisse du ratio prêt/dépôts. Ce dernier a atteint 69,8 % au T1 2023, reculant de -0,7 pp par rapport au trimestre précédent mais demeurant supérieur de +3,7 pp au point bas historique atteint en décembre 2020.

affiche toujours un niveau de solidité élevé, le ratio de solvabilité ayant continué de progresser tout au long de l'année, pour atteindre 21,8 % au 4ème 2022.

Les banques grecques et chypriotes ont été assainies mais des fragilités structurelles demeurent.

- **A Chypre, les niveaux élevés de créances douteuses (24 Md € au plus haut de la crise en 2014, soit un ratio de NPLs de 49 %) ont été réduits.** La part de créances douteuses est ainsi tombée à 9,5% en décembre 2022, alors qu'elle atteignait encore 11,1 % fin 2021 et 17,7% fin 2020. Cet assainissement concerne principalement les deux banques systémiques de l'île, à travers la vente de leurs portefeuilles non-performants. L'amélioration de la conjoncture macroéconomique a par ailleurs favorisé la qualité des nouveaux crédits octroyés. Les agences de notation[18] ont souligné les améliorations entrevues au sein du secteur bancaire à Chypre.
- **De même, le système bancaire grec a été en partie assaini** via la réduction du stock de prêts non-performants[19] qui est passé de 49 % des prêts en mars 2016 à 8,7 % des prêts fin 2022 et l'engagement d'une réforme des dispositifs de liquidation et de recouvrement des créances[20]. Les banques grecques ont par ailleurs renforcé leur position de liquidité[21], grâce à l'afflux de dépôts des clients et aux financements BCE[22]**,** en particulier le TLTRO III. Les indicateurs de solvabilité s'améliorent avec un ratio d'adéquation des fonds propres (*Capital Adequacy)* qui augmente[23] et une part des actifs sous risques (RWA) qui diminue[24]. La sécurisation de la dette publique grecque permet par ailleurs au pays d'être moins sujet à la volatilité des marchés, ce qui sécurise en retour les banques. Les notations des banques grecques ont récemment été révisées à la hausse, actant pour trois d'entre elles le retour du pays en catégorie d'investissement (investment grade)[25]. Enfin, l'ouverture du capital des principales banques grecques pourrait être envisagée afin de tourner la page de la crise et d'engranger des recettes exceptionnelles.

[18] Capital Intelligence et Fitch ont notamment relevé les notations de crédit d'Hellenic Bank et de Bank of Cyprus fin 2022 sous la justification d'une amélioration globale de la qualité de leurs actifs. Fin avril 2022, S&P a de son côté révisé favorablement les perspectives de notation de Bank of Cyprus, arguant des mêmes motifs concernant l'assainissement de son bilan.

[19] Cette sécurisation s'est opérée par la mise en place de programmes spécifiques (Hercules) pour lesquels l'Etat s'est porté en garantie du portefeuille de prêts « seniors ».

[20] Les sociétés de gestion (« *servicers* ») gèrent 67,9 Md€ de dettes qui ont été sorties des bilans bancaires

[21] Avec des ratios (LCR) qui autour de 200% au cours des 18 derniers mois, soit 2 fois plus que le minimum prudentiel et une hausse rapide des coussins de liquidité (27,7 Md€)

[22] Les financements de la BCE représentent 28,3 Md€ en mars 2023.

[23] 17,5% à T4 2023, contre 16,2% à T4 2021

[24] 46% en 2022, contre 68,7% en 2019

[25] Voir encadré infra

Encadré : le retour de la Grèce en catégorie d'investissement

Après l'agence de notation japonaise R&I et l'agence allemande Scope Ratings qui avaient attribué à la Grèce la catégorie d'investissement (Investment Grade) en rehaussant sa note de crédit à « BBB-», une 3ème agence (DBRS) a confirmé le 8 septembre 2023 ce retour de la Grèce dans la catégorie des souverains non spéculatifs.

L'importance de cette annonce tient à ce qu'il s'agit de la 1ère agence reconnue comme une des quatre institutions externes d'évaluation du crédit (ECAI) acceptées par l'Eurosystème. Ainsi, la dette grecque devient automatiquement éligible aux programmes d'achat d'actifs de la BCE et au réinvestissement des obligations arrivées à échéance dans le bilan de la banque centrale. Ce relèvement peut également faciliter l'accès des banques grecques au financement de gros en raison de l'élargissement du collatéral. L'impact sur les taux souverains grecs est incertain car, si cela permet d'élargir la base des investisseurs, il est probable que ce rehaussement de note ait déjà été en partie intégré par les marchés.

Cette évolution de la notation attendue a été justifiée par l'agence en premier lieu par la stabilité politique issue des dernières élections législatives, ainsi que par le sérieux budgétaire (excédent primaire), la résilience de l'économie grecque en 2022 (croissance de 5,9%), la croissance des investissements, l'amélioration du compte courant, le niveau inégalé d'IDE (7,2 Md€ en 2022) et les progrès significatifs réalisés en matière de prêts non performant. DBRS qualifie d' « impressionnant » le bilan des autorités grecques.

Ce retour à la normalité pourrait être confirmé au cours des prochaines semaines, avec les publications de Moody's (le 15 septembre), Standard and Poor's le 20 octobre (après la présentation de l'avant-projet de loi de finances 2024) et Fitch le 1er décembre.

- **Néanmoins, les banques grecques demeurent parmi les moins bien capitalisées** des banques supervisées par la BCE. En effet, la qualité du capital des banques grecques est faible avec une part de crédits d'impôt différés qui demeure importante dans le capital réglementaire requis, quoique en reflux. Par ailleurs, l**es banques chypriotes et grecques possèdent toujours des ratios élevés de prêts non performants** pour un niveau de provisionnement proche de la moyenne UE mais très inférieur aux pays présentant le même type de risques (Italie et Portugal). Si la titrisation a permis à Chypre et en Grèce de sortir des bilans bancaires ces créances, elle n'a pas fait disparaitre le risque de crédit ni la persistance d'une part importante de crédits dont la restructuration est rejetée par les banques.

3. Des facteurs d'incertitudes macroéconomique et institutionnelle sont susceptibles de grever les perspectives des banques dans la région

Des facteurs d'incertitudes macroéconomiques : inflation et évolution des taux d'intérêt

- **La remontée des taux d'intérêt pourrait peser sur la capacité des ménages et des entreprises à contracter de nouveaux crédits**[26]. Ainsi, le montant des nouveaux prêts immobiliers à Chypre est en chute de 44% sur un an au T1 2023. Si les banques disposent de liquidités abondantes, la faiblesse de leur activité de crédit s'explique par la moindre capacité de paiement des agents privés, fortement endettés[27], et la suspension pendant un temps de mécanisme juridique de saisie sur les actifs collatéralisés. Ces derniers points ont fortement impacté la rentabilité des banques ces dernières années. Ainsi, les deux banques systémiques chypriotes ont dû attendre l'année 2022 pour redevenir profitables.
- **Ces incertitudes pourraient également remettre en cause l'assainissement des banques**. En effet, des incertitudes demeurent en Grèce quant aux probabilités de défaut des portefeuilles déjà restructurés et à la demande de crédit (crédits immobiliers des ménages à taux variables). Par ailleurs, les banques grecques qui disposent de capacités limitées à s'endetter sur les marchés sont face à des objectifs de financement ambitieux afin de respecter la réglementation pudentielle[28].
- **En Roumanie, l'embellie et les profits pourraient se tarir en 2023**, en raison des signes d'essoufflement des crédits aux particuliers. Les banques anticipent, dans cette perspective, une réduction de leur marge afin de conserver leur part de marché.

Des facteurs d'incertitude institutionnelle : le cas de l'adhésion de la Bulgarie à la zone euro

- **La Bulgarie est entrée dans le MCE II et l'Union bancaire en 2020 en lien avec l'ambition du pays d'adhérer à la zone euro**[29]. Compte tenu du régime de caisse d'émission en Bulgarie, le lév bulgare étant rattaché à l'euro. L**a Banque nationale de Bulgarie ne détermine pas de taux d'intérêt de base de la politique monétaire (taux directeur) et n'influence pas directement les taux d'intérêt dans le pays.** La hausse de ces derniers est pour l'instant limitée et sans impact majeur sur l'économie. La BNB a mis en place des mesures (hausse des volants de fonds propres contracycliques et des réserves minimales obligatoires)

[26] L'écart entre le stock de dépôts (51,9 Md €) et de crédits (25,1 Md €) octroyés par les banques chypriotes ne cesse de se creuser, illustrant la réticence à prêter des établissements bancaires.
[27] La dette privée atteint 220% du PIB fin 2022. En outre, près de 19,7 Mds€ de NPLs sont détenus hors du secteur bancaire par des sociétés de gestion de crédit.
[28] Le respect des exigences réglementaires en termes de MREL d'ici fin 2025.
[29] Au prélable, la BCE avait procédé à une évaluation complète de six banques, dont trois à capitaux bulgares (Fibank, CCB et Investbank). Il s'est avéré que Fibank et Investbank ne détenaient pas de ratios de fonds propres suffisants et présentaient un besoin de recapitalisation de respectivement 262,9 M€ et 51,8 M€. A noter que d'importants besoins de recapitalisation de ces deux banques avaient été identifiés en 2016 à l'occasion des examens conduits par la Banque nationale de Bulgarie afin de rassurer les investisseurs suite à la faillite en 2014 de la Corporate Commercial Bank. En juin 2014, des retraits massifs de dépôts, provoqués par des actes malveillants, avaient en effet fragilisé la situation de cette banque à capitaux bulgares.

pour ralentir l'activité de crédit et réduire l'inflation. **En matière de supervision bancaire, la BCE a placé 5 banques bulgares sous sa supervision directe**[30], les autres étant sous la supervision de la Banque nationale de Bulgarie.

- **Dans la perspective d'adhésion à l'euro, les banques doivent se préparer** à la réévaluation des dépôts, des prêts, des titres et d'autres instruments financiers. Outre l'adaptation de leurs systèmes d'information, les banques auront d'importantes responsabilités dans l'échange de billets et de pièces, avant et après l'introduction de l'euro.
- Si **le report de minimum 1 an**[31] **devrait avoir un effet** positif sur la performance des banques à court terme[32], ce report pourrait avoir des effets **négatifs à long terme dans la mesure où cela priverait les banques d'un environnement institutionnel susceptible de réduire les risques.**

4. Des perspectives de développement qui demeurent insuffisantes pour faire face aux besoins de financement de ces pays

En Bulgarie, la part des crédits au secteur privé dans le PIB est relativement limitée bien qu'elle augmente ces dernières années, avec **un des ratio crédits/dépôts bancaires les plus faibles de l'UE et une aversion au risque particulièrement forte** (environ 95% des revenus des bancaires proviennent de produits d'épargne classique, notamment à capital garanti). Les règles de crédit seraient relativement conservatrices (montant de prêt immobilier accordé en fonction des revenus et non de la valeur du bien)[33]**.** Sur le segment *corporate*, l'appétit d'investissement est faible (30 à 40% des facilités de prêts ne seraient pas utilisées). Enfin, la Banque bulgare de développement, détenue par l'Etat, a pour mission d'accroitre les financements dans le domaine de l'innovation, lesquels demeurent limités. À noter que certaines banques ont mis en place des politiques préférentielles (prix avantageux et processus facilité d'approbation) en termes d'octroi de crédits pour des projets verts.

En Grèce, le déficit d'investissement issu de la crise de la dette souveraine, n'est que partiellement compensé par l'activité des banques. Ainsi, la poursuite du mouvement de consolidation visant à améliorer le financement corporate est envisagée via la constitution à terme d'un 5ème pilier bancaire, en complément des 4 banques systémiques actuelles. **L'objectif principal est de mieux financer le tissu de PME grecques**[34].

---

[30] Au 1er mars 2023, les cinq banques sont Unicredit Bulbank, DSK Bank, United Bulgarian Bank, Eurobank Bulgaria et KBC Bulgaria.

[31] En février 2023, la Bulgarie a décidé de ne pas demander l'élaboration de rapports de convergence par la Commission européenne et la Banque centrale européenne parce qu'elle ne replissait ni le critère d'inflation ni les engagements pris lors de son entrée dans le mécanisme de taux de change MCE II.

[32] D'une part, les coûts ponctuels d'euroïsation des systèmes et l'affectation presque complète du potentiel informatique des banques à ce projet sont reportés dans le temps. D'autre part, la période pendant laquelle elles pourront bénéficier de revenus et taxes de conversion est allongée.

[33] Les banques ne peuvent pas financer plus de 80% de la valeur du bien.

[34] Plus de 200 000 entreprises auraient un accès limité au système bancaire

A Chypre, la croissance de l'activité de crédit demeure inférieure à celle de l'économie, ce qui limite le risque de surchauffe mais dénote surtout les difficultés du secteur à prêter. **Le principal défi identifié concerne la capacité des banques à maintenir une activité de prêt dynamique dans un environnement macroéconomique dégradé et encore inflationniste.** Alors que les banques ont amélioré la qualité de leurs actifs en étant plus prudentes sur leurs décisions de crédit (pas de NPLs sur les nouveaux prêts), la profitabilité future des banques est limitée par la concurrence avec les fintechs et des coûts opérationnels toujours élevés.

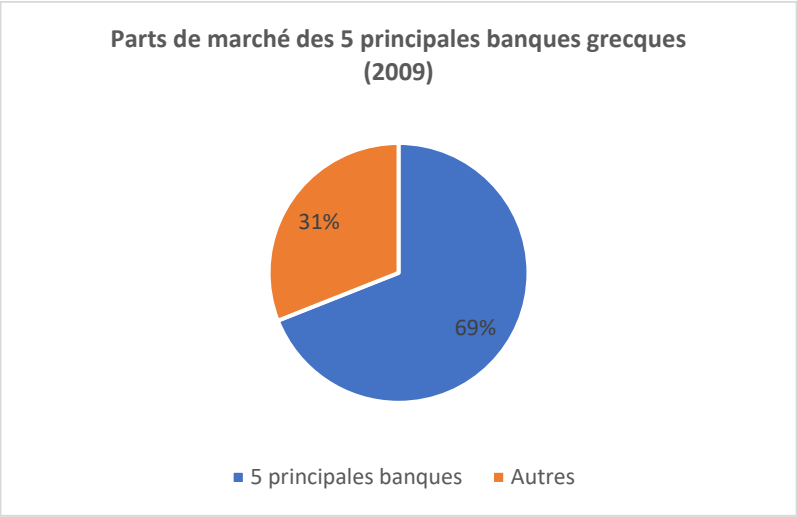
En Roumanie, si le secteur bancaire confirme sa solidité face aux multiples tensions économiques, celui-ci demeure insuffisamment développé. **La Roumanie dispose aujourd'hui d'un secteur bancaire peu dense** (le taux d'intermédiation bancaire ne s'élevait qu'à 27,4 % du PIB fin 2021, alors que le bilan des banques plafonnait à 58,9 %). La crise sanitaire a souligné le caractère stratégique du processus de digitalisation, qui accuse un retard de développement par rapport aux meilleurs standards européens.

Quoique présentant des spécificités nationales fortes, les systèmes bancaires de l'Europe du Sud-Est présentent des points communs, en particulier leur relative atrophie et leur difficultés à financer de manière sophistiquée les besoins d'investissement de ces économies.

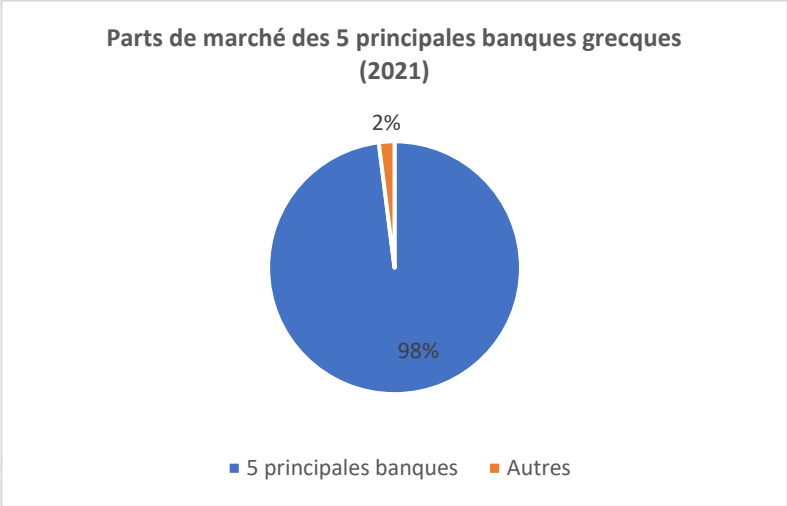
Annexe 1 : principaux indicateurs des banques grecques

	2018	2021	Evolution
Total actifs (en Md€)	292	328	+12%
Total dépôts (en Md€)	135	180	+33%
Total prêts (en Md€)	170	110	-35%
Employés	39 383	30 998	-21%
Succursales	1 981	1 560	-21%
Distributeurs automatiques de billets	5 594	5 787	+3%
Transactions par carte bancaire (en millions)	17,5	19	+9%
Valeur des transactions par carte bancaire (en Md€)	34,5	47,8	+39%

Source : Association bancaire hellénique



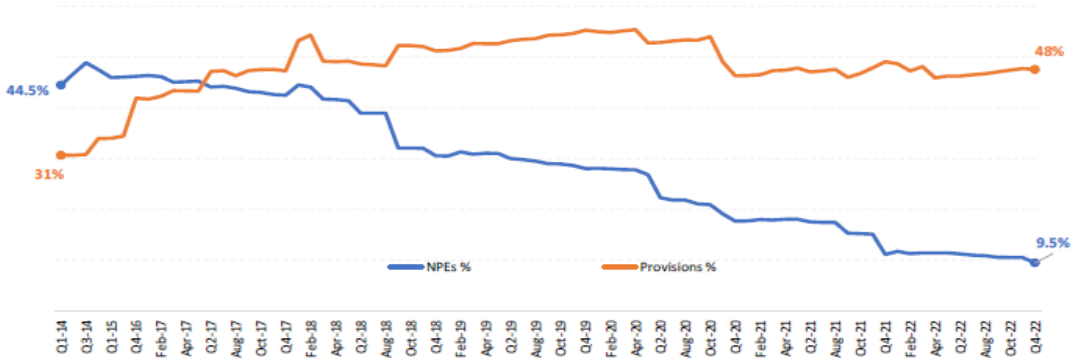
Source : Association bancaire hellénique



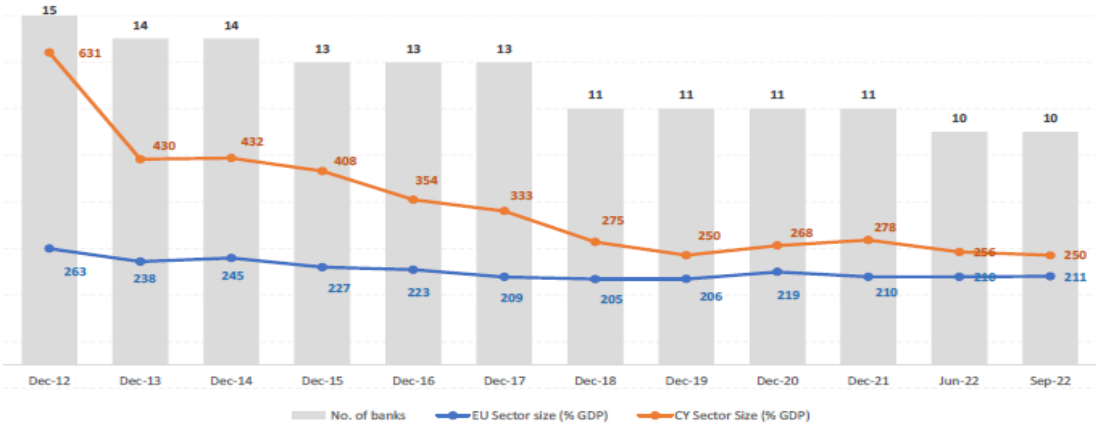
Source : Association bancaire hellénique

Annexe 2 : principaux indicateurs des banques chypriotes

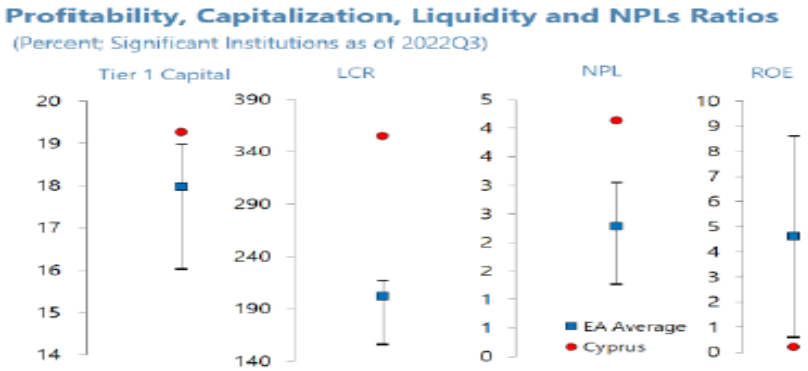
Evolution du ratio de prêts non-performants entre 2014 et 2022



Taille et concentration du secteur entre 2012 et 2022

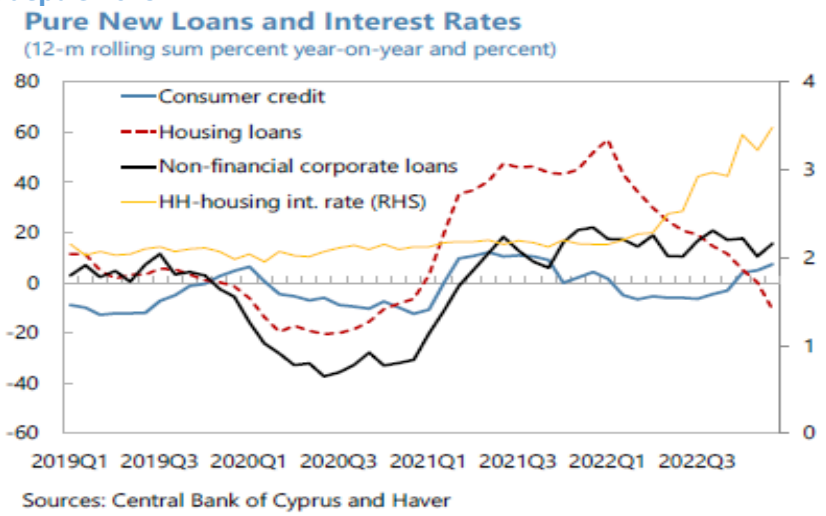


Principaux ratios et comparaison avec la moyenne en zone euro

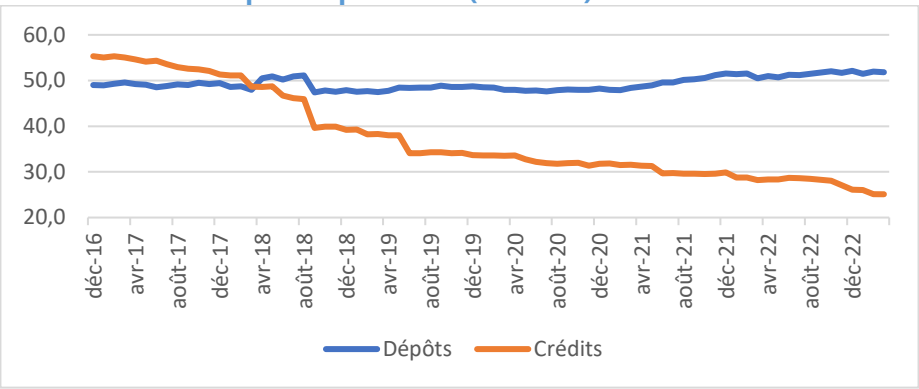


Sources: EBA Risk Dashboard; and IMF staff calculations
Note: The whiskers correspond to the 25th and 75th percentiles.

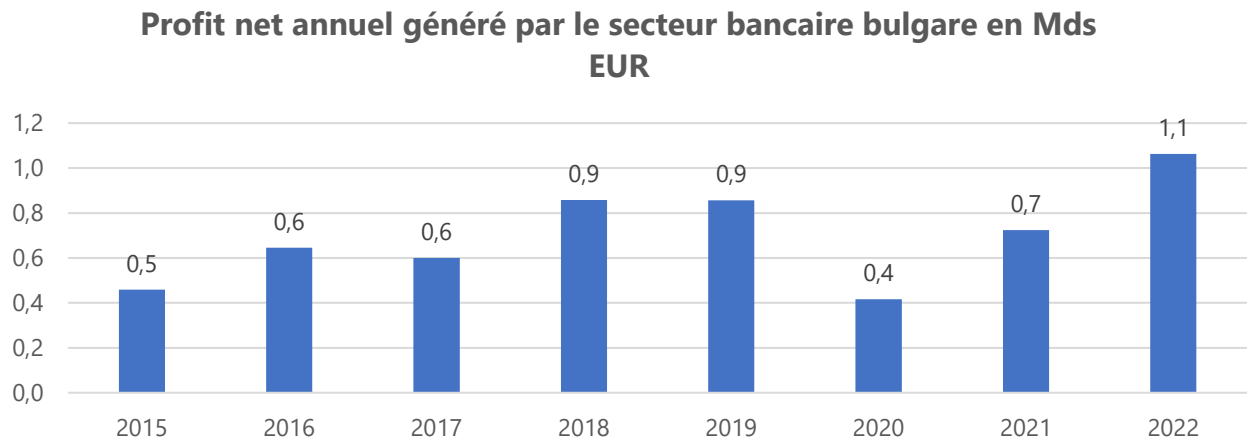
Evolution du crédit depuis 2019



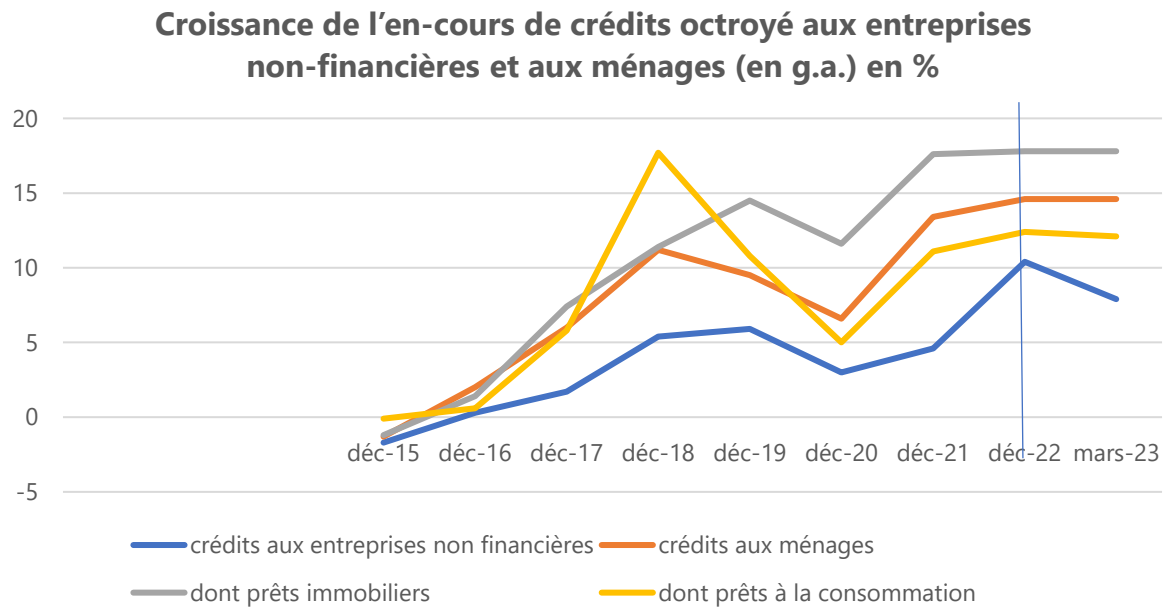
Evolution des stocks de crédit et dépôts depuis 2016 (en Mds€)



Annexe 3 : principaux indicateurs des banques bulgares

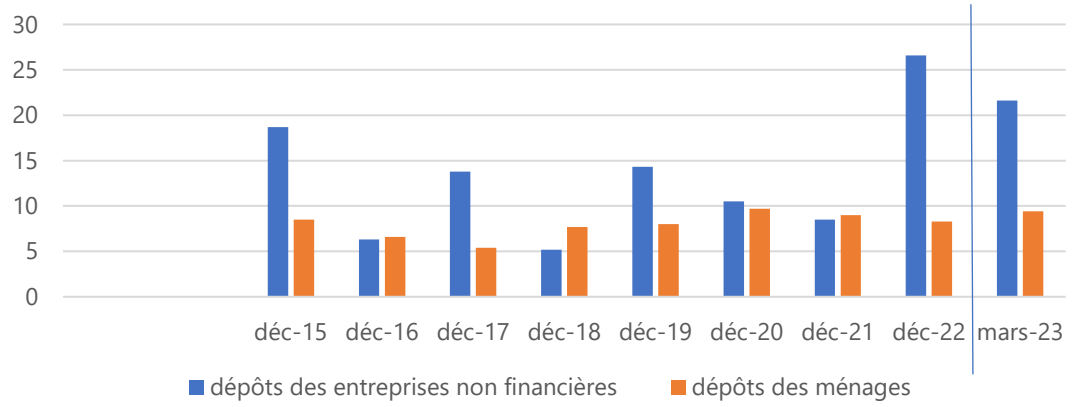


Source : Banque nationale de Bulgarie



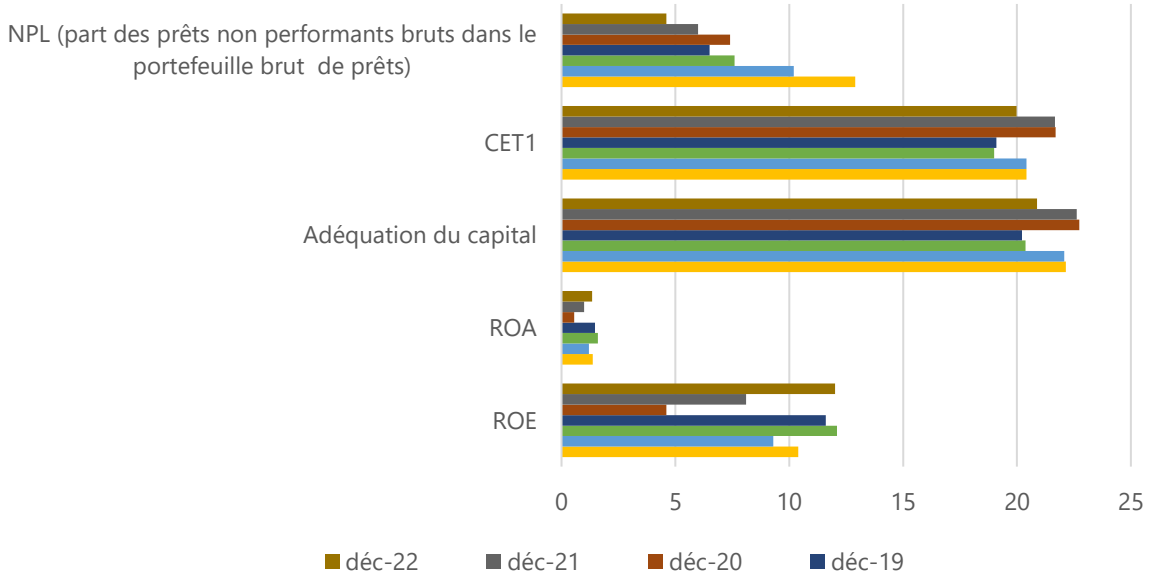
Source : Banque nationale de Bulgarie

Croissance des dépôts des entreprises non financières et des ménages (en g.a.) en %



Source : Banque nationale de Bulgarie

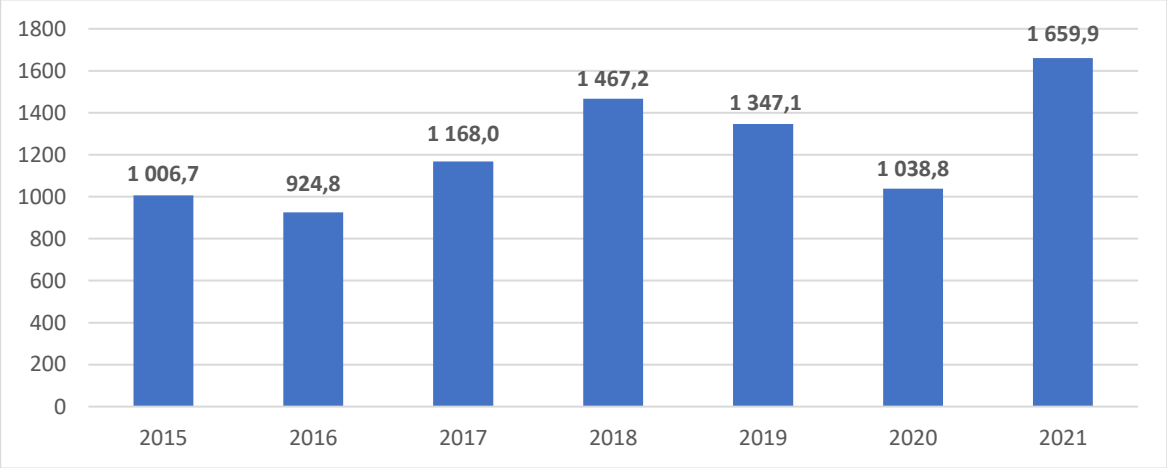
Principaux indicateurs du système bancaire (en %)



Source : Banque nationale de Bulgarie

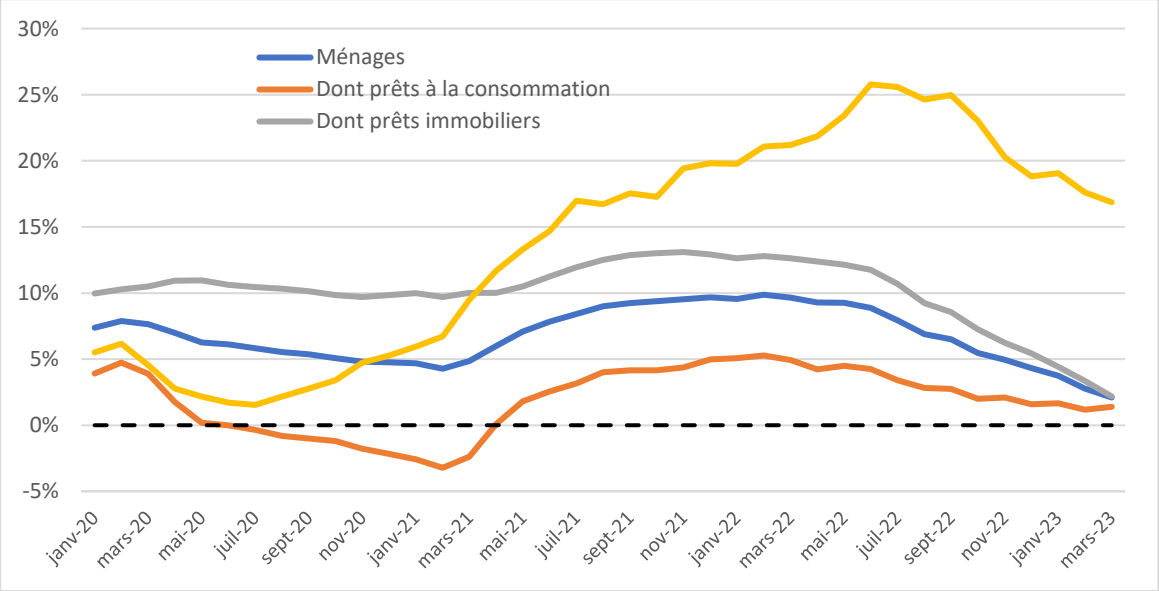
Annexe 4 : principaux indicateurs des banques roumaines

Profit net annuel généré par le secteur bancaire roumain, en M EUR



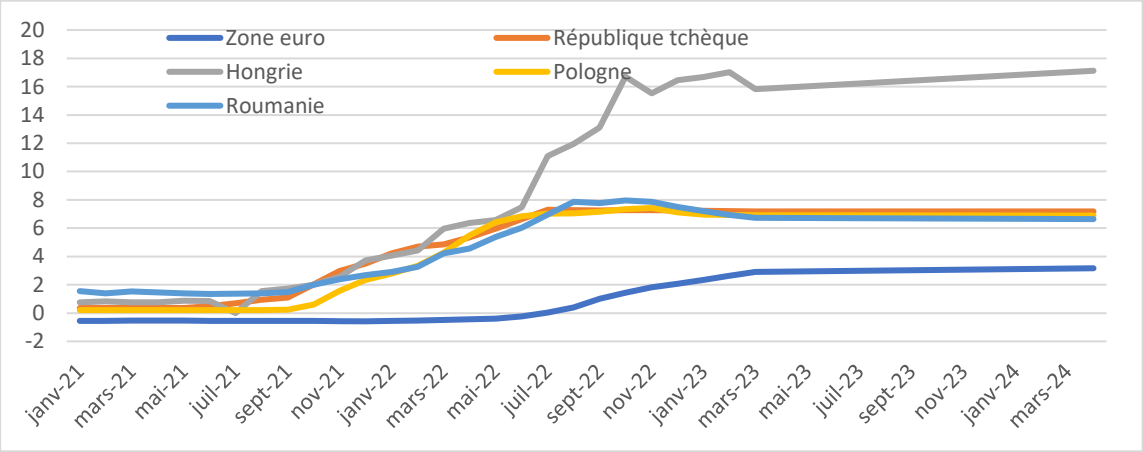
Source : BNR

Croissance de l'en-cours de crédits octroyé aux entreprises non-financières et aux ménages (en glissement annuel)



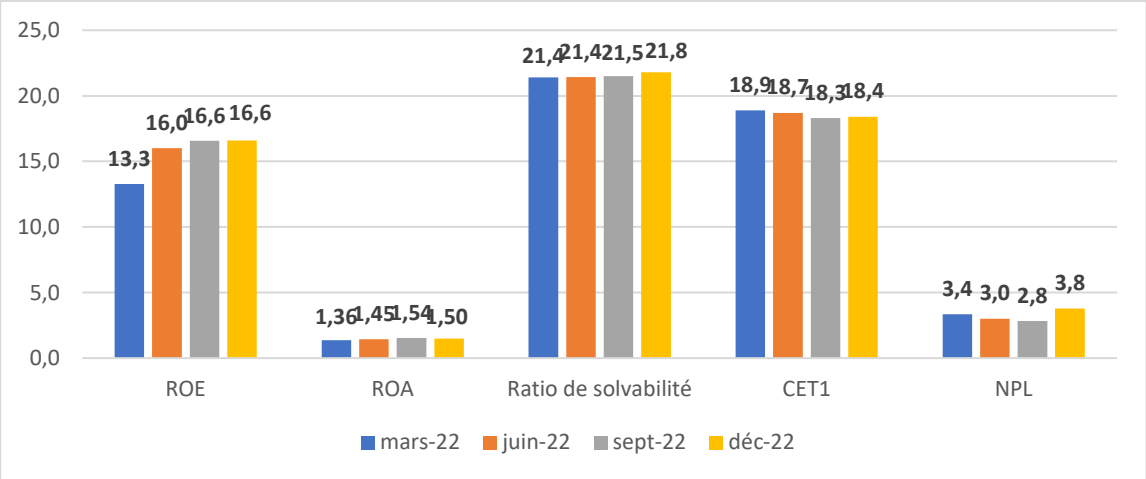
Source : BNR

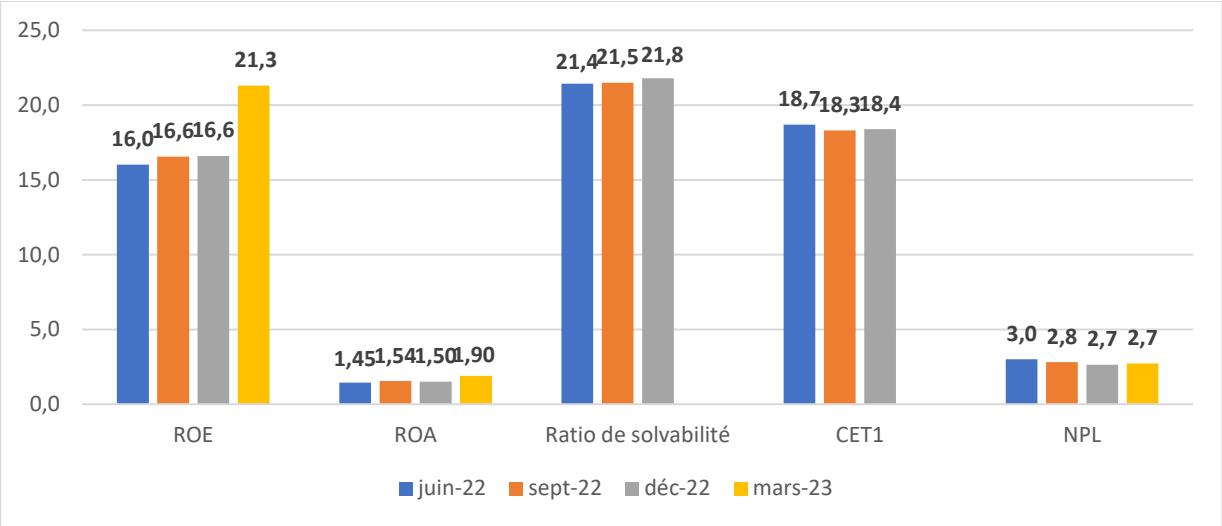
Evolution du taux du marché interbancaire à échéance 3 mois des pays respectifs (données mensuelles, en %)



Source : Eurostat

Indicateurs de profitabilité et de solvabilité du secteur bancaire roumain (en %)





Source : BNR

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Sofia, SE Bucarest

Crédits photo : SER Athènes